

Interpellation présentée par le député :
M. Antoine Droin

Date de dépôt : 16 décembre 2010

Interpellation urgente écrite **Relier la Suisse à la France en train et réciproquement : une nouvelle galère !**

Mesdames et
Messieurs les députés,

J'ai grand regret ce jour d'avoir retiré la résolution 644 (que je vous invite à relire <http://www.ge.ch/grandconseil/data/texte/R00644.pdf>) début décembre !

En effet, bien que les TER de la région aient été partiellement maintenus, ce qui était craint est arrivé : une diminution de l'offre en quantité et en qualité, voire même un report sur des transports publics routiers.

La résultante certaine sera un report du trafic privé des frontaliers sur la route, avec une augmentation significative des problèmes d'encombrement, de parking et de pollution.

A l'heure où la Suisse a investi EUR 110'000'000 pour l'amélioration de la ligne des Carpattes, il est inacceptable que la SNCF et l'Etat français mènent une politique allant à l'encontre des intérêts régionaux.

De là à attiser nos inquiétudes quant au financement du CEVA côté français il n'y a naturellement qu'un pas.

Ma question est donc la suivante :

Qu'entend faire le département (aussi en lien avec la Confédération) sur cette question et dans quels délais, pour que les travailleurs et usagers des transports ferroviaires régionaux et internationaux puissent ne pas avoir une diminution de l'offre en quantité et en qualité mais un réel service public qui réponde aux besoins de la région d'aujourd'hui ?

Annexe : article de la Tribune de Genève du 16 décembre 2010.

Marie Prieur | 16.12.2010 | 00:00

Un train fantôme, des horaires supprimés, des temps de parcours rallongés, des dessertes assurées en autocar... Les usagers n'en reviennent pas.

Depuis que la nouvelle grille horaire de la SNCF est entrée en vigueur, soit dimanche 12 décembre, la dégradation de leurs conditions de transport va croissant.

«Vous avez entendu parler du train qui n'existe pas?» demande une frontalière agacée. Le train de 18h28 au départ de Genève et à destination de Bellegarde apparaît dans les fiches horaires et sur le site de la SNCF, seulement voilà, sur les quais de Cornavin, les usagers le cherchent en vain.

Difficile de connaître la raison de ce couac monumental. Il se murmure que lorsque la grille SNCF serait enfin parvenue aux CFF, il était trop tard, le créneau de 18h28 n'était plus disponible.

Un couac symptomatique du cafouillage général. Les nouveaux horaires ne cadrent en rien avec ceux des nombreux frontaliers qui travaillent dans les commerces. Ainsi, dans le train de 8h30, Sophie Joux, une serveuse âgée de 35 ans, explique: «Le train suivant est à 10h. Or, je commence à 10h30. Résultat, je prends celui de 8h30 et je traîne durant 1h30 dans Genève.»

Idem le samedi, les trains Genève-Bellegarde sont à 17h28 et 19h28. «Pratique quand on finit à 17h30 ou 18h», s'exclame la jeune femme. «Ce sont des horaires faits par et pour des bureaucrates», poursuit Elisabeth Grilo, styliste ongulaire.

Dans le wagon suivant, les problèmes sont les mêmes et la colère monte d'un cran: «On se moque de nous, s'empare Gaëlle El Yazami. Ils oublient que c'est un service qu'ils nous vendent.» Cette coiffeuse frontalière, âgée de 29 ans, a bien essayé de se faire entendre, en gare, en téléphonant au Conseil régional, en signant une pétition au printemps dernier, rien n'y a fait.

«On nous dit que si on n'est pas content, on n'a qu'à prendre la voiture», confirme une de ses compagnes d'infortune, Virginie Seguin, 27 ans. Conseil en général assorti de remarques désagréables du style: «Vous êtes frontalière, vous avez de l'argent, vous pouvez payer la voiture.»

Au guichet, on confirme être devenu un bureau des plaintes: «Les mécontents défilent. Pour certains, c'est la catastrophe.» Et d'ajouter: «On prétend mettre en place une politique en faveur des trains. Pour le coup, c'est vraiment contre-productif.»

Un avis que partage la CGT. Le syndicat dépose aujourd'hui une motion auprès du Conseil régional de Rhône-Alpes dénonçant une régression de l'offre TER de 3,3%, soit «un retour en arrière à l'occasion de la remise en service de la ligne du Haut-Bugey».

Même son de cloche du côté des associations d'usagers qui ont protesté auprès de la conseillère régionale Bernadette Laclais. «Il n'y en a que pour le TGV. Et ce, alors qu'il ne fait gagner qu'un quart d'heure entre Genève et Paris!» s'insurge Jean-Bernard Lemoine, délégué Ain et Haute-Savoie de l'AFNUT (Fédération nationale des associations d'usagers de transports). «Notre crainte, c'est que les usagers reprennent leur voiture.» Pour certains, le retour sur la route pourrait bien être la seule option.